

Guinée équatoriale/Politique

Malabo affirme "avoir fait avorter" un "coup d'Etat"

AFP  
Malabo/Guinée équatoriale

La "tentative de déstabilisation" serait le fait de "mercenaires" étrangers agissant pour le compte de "partis politiques d'opposition radicale".

LA Guinée équatoriale a affirmé hier "avoir fait avorter" un coup d'Etat préparé fin décembre par un "groupe de mercenaires" étrangers qui voulaient "attaquer le chef de l'Etat" Teodoro Obiang Nguema pour le compte de "partis politiques d'opposition radicale".

"Le ministère de la Sécurité nationale informe la population que le 24 décembre, un groupe de mercenaires tchadiens, soudanais et centrafricains ont infiltré les localités de Kye Ossi, Ebibeyin, Mongomo, Bata et Malabo pour attaquer le chef de l'Etat, qui se trouvait dans le palais présidentiel de Koete Mongomo pour passer les fêtes de fin d'année", explique un communiqué du ministre de la Sécurité, Nicolas Obama Nchama, lu à la radio d'Etat.

Dirigeant son pays d'une main de fer depuis son accession à la présidence en 1979 par un coup d'Etat, Teodoro Obiang, âgé de 75

ans et doyen des chefs d'Etat du continent pour la longévité au pouvoir, a été réélu en avril 2016 avec plus de 90% des suffrages. Le ministre ajoute dans le communiqué avoir "activé immédiatement une opération de démantèlement en collaboration avec les services de sécurité du Cameroun".

Le 27 décembre, une trentaine d'hommes armés avaient été arrêtés à la frontière entre le Cameroun et la Guinée équatoriale par la police camerounaise, avaient déclaré la semaine dernière des sources camerounaises et diplomatiques équato-guinéennes.

**AMBASSADEUR ARRETE.** Hier, l'AFP a appris que l'ambassadeur de Guinée équatoriale au Tchad, en villégiature à Ebibeyin, dans la partie continentale du pays, à la frontière camerounaise, pour les fêtes de fin d'année, avait été arrêté le 30 décembre par les autorités équato-guinéennes, selon un de ses cousins et une source policière de haut rang s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

M. Enrique Nsue Anguesom est détenu depuis détenu dans un camp militaire de Bata, la capitale économique, "pour des raisons d'enquête concernant les hommes interpellés" le 27 décembre, selon



Photo : AFP

Pas de doute aux yeux des autorités : le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo était la cible de la "tentative de déstabilisation" opérée fin décembre par des "mercenaires" étrangers.

ces mêmes sources. L'information n'a pu être confirmée par l'AFP de source officielle.

Le 27 également, les frontières équato-guinéennes avec le Gabon et le Cameroun ont été fermées à Kye Ossi, là où ont eu lieu les arrestations, avaient alors déclaré des sources concordantes. Des sources locales contactées par l'AFP avaient en outre indiqué que des renforts de l'armée équato-guinéenne avaient été envoyés à la frontière avec le Cameroun.

Les autorités équato-guinéennes n'ont pu être jointes depuis pour obtenir

confirmation de la fermeture des frontières et de l'envoi de renforts.

Selon le communiqué d'hier, le gouvernement de Malabo accuse ces "mercenaires" d'avoir été "contractés par des Equato-guinéens militants de certaines partis d'opposition radicale avec le soutien de certaines puissances" étrangères, sans donner plus de détails.

Depuis les élections générales du 12 novembre, où le pouvoir a obtenu 99 sièges sur 100 au Parlement, le parti d'opposition Citoyens pour l'innovation (CI) - qui a obtenu le dernier siège - dénonce des

"dizaines" d'arrestations de ses militants, dans les capitales politique Malabo et économique Bata.

Les autorités n'ont pu être jointes par l'AFP concernant ces présumées arrestations. Les médias publics n'en ont pas fait état.

L'ambassadeur de Guinée équatoriale à Paris avait parlé vendredi dernier de "tentative de déstabilisation", tandis que le président Obiang a dénoncé le lendemain une "guerre" en préparation contre lui, en restant vague et n'indiquant pas s'il faisait référence à la trentaine d'hommes armés interpellés mercredi.

Nigeria/Violences

Un attentat dans une mosquée fait au moins 14 morts



Photo : AFP

Les combattants du groupe islamiste Boko Haram pourraient être derrière l'attentat sanglant de Gamboru, à la frontière entre le Nigeria et le Cameroun.

AFP  
Kano/Nigeria

UN attentat, attribué au groupe jihadiste Boko Haram, dans une mosquée à la frontière entre le Nigeria et le Cameroun a fait au moins 14 morts hier matin, a-t-on appris de sources sécuritaires concordantes.

Un homme s'est fait exploser peu avant la première prière du matin au milieu des fidèles musulmans dans une mosquée de Gamboru (Etat du Borno),

selon des membres des milices civiles.

"Pour l'instant 14 corps ont été sortis des décombres de la mosquée, dans le quartier d'Unguwar Abuja, qui a été totalement détruite par l'explosion", a rapporté Umar Kachalla, qui combat Boko Haram aux côtés de l'armée nigérienne.

"Mais le bilan pourrait s'alourdir", a-t-il précisé. "Seul le muezzin a survécu et nous pensons qu'il y a beaucoup plus de victimes sous les décombres".

Gamboru, grande ville marchande entre le Nigeria et le Cameroun, était

tombée aux mains de Boko Haram en août 2014. Malgré la reprise de la ville en septembre 2015, avec l'aide de l'armée tchadienne, les combattants de Boko Haram continuent de mener des attaques sporadiques sur les villages alentours et les routes de la région.

Mardi, le chef de file historique du groupe jihadiste, Abubakar Shekau a diffusé

une vidéo dans laquelle il revendique une série d'attaques commises au mois de décembre ("L'Union" d'hier).

Le président nigérian Muhammadu Buhari a affirmé dans son discours de la nouvelle année que le Nigeria "en a fini avec Boko Haram", mais le nombre d'attaques, d'attentats et de raids sur les postes militaires ont fortement aug-

menté ces deux derniers mois.

Il y a deux ans, le président Buhari avait affirmé que Boko Haram était "techniquement défait".

L'insurrection, qui ravage le nord-est du Nigeria, a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis 2009 et la région fait face à une très grave crise alimentaire et humanitaire.

C'est arrivé...

Un fils condamné à rembourser à sa mère le coût de son éducation

LA Cour suprême de Taïwan a condamné un dentiste de 41 ans à payer à sa mère 22,33 millions de dollars taïwanais (environ 355 millions de francs) en remboursement des sommes qu'elle a dépensées pour l'élever.

La plus haute juridiction de l'île a estimé que cet homme, identifié sous le nom de famille de Chu, devait respecter le contrat qu'il a signé avec sa mère il y a 20 ans et par lequel il s'engageait à la rembourser. La plaignante, identifiée sous le nom de Mme Lo, avait élevé seule ses deux enfants après avoir divorcé de son mari en 1990.

Elle possédait une clinique dentaire. Elle avait porté plainte il y a huit ans en estimant que les deux enfants refusaient d'honorer leur dette. Le fils aîné avait finalement transigé en acceptant de lui verser cinq millions de dollars taïwanais. Le cadet défendait devant la justice l'idée que ce contrat était contraire à la coutume selon laquelle l'éducation d'un enfant par ses parents ne se mesure pas en termes financiers.

Des juridictions inférieures lui avaient donné raison avant que la Cour suprême, saisie par la mère, ne tranche mardi en faveur de Mme Lo.

... à Taipei (Taïwan)

L'Afrique en bref

• RD Congo/Répression. Les dénonciations de l'UE

L'Union européenne a dénoncé hier "le recours à la violence" et "le blocage de médias" par les autorités congolaises, regrettant une "grave atteinte" à la liberté d'expression face aux actions populaires demandant une alternance à la tête de la République démocratique du Congo.

• Sénégal/Justice. Le procès du maire de Dakar renvoyé au 23 janvier

Le procès pour "détournement de fonds publics" du maire de Dakar, Khalifa Sall, opposant au président sénégalais Macky Sall, et de sept de ses collaborateurs a de nouveau été reporté hier, à la demande de la défense.

• Zambie/Politique. Le chef de la diplomatie claque la porte !

Le ministre zambien des Affaires étrangères Harry Kalaba a annoncé sa démission en dénonçant une "corruption croissante" au sein du gouvernement, ont indiqué hier des responsables zambiens.

A travers le monde

• Allemagne/Gouvernement. Premières consultations de l'année Merkel-SPD

Angela Merkel et ses alliés conservateurs rencontraient hier à Berlin les principaux dirigeants du parti social-démocrate, en préambule au lancement officiel de discussions pour tenter de former un gouvernement, qui s'annoncent compliquées.

• Iran/Troubles. "Fin de la sédition"



Photo : AFP

Le chef des Gardiens de la révolution, le général Mohammad Ali Jafari, a assuré hier être en mesure d'annoncer "la fin de la sédition", en référence aux protestations contre le pouvoir et les difficultés économiques qui secouent l'Iran depuis près d'une semaine.

• Proche-Orient/Violence. Un Palestinien tué près de Ramallah

Un Palestinien de 17 ans a été tué hier par des tirs de soldats israéliens lors d'affrontements près de Ramallah en Cisjordanie occupée, selon le ministre palestinien de la Santé.